



Le mythe de " l'habitant sensible au marché ". Commentaires sur la controverse Le Goff Wallot et Paquet

Fernand Ouellet

Volume 17, numéro 1, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055711ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055711ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Ouellet, F. (1976). Le mythe de " l'habitant sensible au marché ". Commentaires sur la controverse Le Goff Wallot et Paquet. *Recherches sociographiques*, 17(1), 115–132. <https://doi.org/10.7202/055711ar>

Résumé de l'article

Dans notre *Histoire économique et sociale*, livre dont certains aspects ont tellement accaparé l'attention et les énergies des professeurs Wallot et Paquet depuis 1966, nous avons défini *l'habitant canadien-français* comme un paysan traditionnel ayant, au début du Régime britannique, un niveau de pratiques agricoles inférieur à celui de la majorité des paysans européens. De 1760 à 1802, nous avons montré comment et à quelles conditions ce paysan s'était adapté positivement à l'ouverture d'un marché extérieur pour son blé.¹ Il est évident que nous n'avons jamais, ainsi que les professeurs Wallot et Paquet le répètent d'un texte à l'autre, usant chaque fois d'une terminologie un peu différente, qualifié ce paysan du XVIIIe siècle de « morbidement conservateur ». Nous avons cependant montré qu'à partir du début du XIXe siècle, lorsque les conditions changent et lorsque se pose le défi de la révolution des techniques agricoles, le paysan, au lieu de transformer ses façons de faire, se durcit et résiste aux pressions en faveur de la rénovation du système agricole. Si notre « habitant » a subi un traumatisme, ce n'est pas au moment de la conquête mais au moment où le système agricole traditionnel ne peut plus fonctionner comme autrefois. Les professeurs Wallot et Paquet ont donc construit leur thèse de « l'habitant sensible au marché » pour répondre à une soi-disant définition de la mentalité paysanne comme « morbidement conservatrice ».

De même nous avons situé l'émergence du nationalisme canadien-français dans le cadre d'un ensemble de transformations structurelles à la fois économiques, sociales et démographiques. Nous avons dit que ce nationalisme était né pour toutes sortes de raisons parmi les professions libérales et qu'il s'était rapidement diffusé dans les milieux paysans sous l'effet de l'apparition du problème agricole et des pressions démographiques. Encore là, les professeurs Wallot et Paquet ont réduit notre analyse à un simple rapport entre nationalisme et malaise agricole. À partir de cette lecture rapide, ils ont édifié leur remise en question de l'existence d'une crise agricole pendant la première décennie du XIXe siècle en utilisant quelques modèles qui naturellement s'appliquent! Leurs trop nombreux problèmes de lecture, tels ceux que nous avons mentionnés, ont contribué à obscurcir le débat et à le rendre presque stérile.

L'intervention du professeur Le Goff dans cette discussion, à laquelle nous avions renoncé, a non seulement servi à la clarifier mais à attirer l'attention sur la vulnérabilité de la thèse Wallot et Paquet. La mise au point magistrale qu'il reçoit des deux auteurs ne fait à notre avis qu'accentuer l'extrême fragilité de leur interprétation. Ce regroupement des données de leurs précédents travaux met en relief les insuffisances de leurs modèles et même de leur information.

LE MYTHE DE « L'HABITANT SENSIBLE AU MARCHÉ »

COMMENTAIRES SUR LA CONTROVERSE LE GOFF-WALLOT ET PAQUET*

Dans notre *Histoire économique et sociale*, livre dont certains aspects ont tellement accaparé l'attention et les énergies des professeurs Wallot et Paquet depuis 1966, nous avons défini *l'habitant canadien-français* comme un paysan traditionnel ayant, au début du Régime britannique, un niveau de pratiques agricoles inférieur à celui de la majorité des paysans européens. De 1760 à 1802, nous avons montré comment et à quelles conditions ce paysan s'était adapté positivement à l'ouverture d'un marché extérieur pour son blé.¹ Il est évident que nous n'avons jamais, ainsi que les professeurs Wallot et Paquet le répètent d'un texte à l'autre, usant chaque fois d'une terminologie un peu différente, qualifié ce paysan du XVIIIe siècle de « morbidelement conservateur ». Nous

* La controverse Le Goff-Wallot et Paquet prolonge un débat engagé par les professeurs Wallot et Paquet à la suite de la publication de notre *Histoire économique et sociale du Québec (1760-1850)*, en 1966. Une première remise en question faite en 1967 au Congrès de l'ACSP fut suivie d'un article de WALLOT et PAQUET dans la *RHAF* en décembre 1967: « Aperçu sur le commerce international et les prix domestiques dans le Bas-Canada (1793-1812) », pp.457-473. La discussion qui est centrée sur les rapports entre les prix et les exportations, ainsi que nous l'avions fait dans notre livre mais en tenant compte des importations, est poursuivie dans leurs articles subséquents. Dans *Histoire sociale* (novembre 1971, pp. 5-44), nous reprenions la question en partant des rapports des curés sur les dîmes et des paiements en nature faits aux seigneurs. Dans la *RHAF*, (septembre 1972, pp. 239-270), les professeurs WALLOT et PAQUET réaffirment leur point de vue dans un article: « Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812 ». L'intervention de T.-J.-A. LE GOFF, « The Agricultural Crisis in Lower Canada, 1802-1812. A Review of a Controversy », *Canadian Historical Review*, 1973, pp. 1-31, a suscité une longue mise au point des professeurs WALLOT et PAQUET: « The Agricultural Crisis in Lower Canada, 1802-1812: mise au point. A Response to T.-J.-A. Le Goff », *Canadian Historical Review*, 1975, pp. 134-168.

1. Nous donnons seulement un exemple de notre point de vue sur l'habitant au XVIIIe siècle: « On peut prétendre que, de 1760 à 1801, l'agriculture du Québec a été beaucoup plus productive qu'auparavant. Elle devient même rémunératrice et elle affiche une stabilité inconnue autrefois [...] Cette amélioration avait sa source dans les stimulants multiples que constituaient l'existence d'un marché, la présence d'un leadership et dans les réactions positives de l'habitant. » (*Histoire économique et sociale*, p. 154) Les professeurs Wallot et Paquet sont censés avoir lu notre livre.

avons cependant montré qu'à partir du début du XIXe siècle, lorsque les conditions changent et lorsque se pose le défi de la révolution des techniques agricoles, le paysan, au lieu de transformer ses façons de faire, se durcit et résiste aux pressions en faveur de la rénovation du système agricole. Si notre « habitant » a subi un traumatisme, ce n'est pas au moment de la conquête mais au moment où le système agricole traditionnel ne peut plus fonctionner comme autrefois. Les professeurs Wallot et Paquet ont donc construit leur thèse de « l'habitant sensible au marché » pour répondre à une soi-disant définition de la mentalité paysanne comme « morbidement conservatrice ».

De même nous avons situé l'émergence du nationalisme canadien-français dans le cadre d'un ensemble de transformations structurelles à la fois économiques, sociales et démographiques. Nous avons dit que ce nationalisme était né pour toutes sortes de raisons parmi les professions libérales et qu'il s'était rapidement diffusé dans les milieux paysans sous l'effet de l'apparition du problème agricole et des pressions démographiques. Encore là, les professeurs Wallot et Paquet ont réduit notre analyse à un simple rapport entre nationalisme et malaise agricole. À partir de cette lecture rapide, ils ont édifié leur remise en question de l'existence d'une crise agricole pendant la première décennie du XIXe siècle en utilisant quelques modèles qui naturellement s'appliquent! Leurs trop nombreux problèmes de lecture, tels ceux que nous avons mentionnés, ont contribué à obscurcir le débat et à le rendre presque stérile.

L'intervention du professeur Le Goff dans cette discussion, à laquelle nous avons renoncé, a non seulement servi à la clarifier mais à attirer l'attention sur la vulnérabilité de la thèse Wallot et Paquet. La mise au point magistrale qu'il reçoit des deux auteurs ne fait à notre avis qu'accentuer l'extrême fragilité de leur interprétation. Ce regroupement des données de leurs précédents travaux met en relief les insuffisances de leurs modèles et même de leur information.

A) Un modèle inadéquat d'offre et de demande

Celui qui veut scruter de près l'évolution de l'agriculture bas-canadienne entre 1760 et 1825, se heurte à un problème fondamental qui est lié à l'absence de recensement indiquant le volume de la production agricole. Dans ce contexte, force est de suivre décennie par décennie le mouvement des importations et des exportations et celui des prix afin de déceler, en s'inspirant aussi des sources qualitatives, les tendances de la production. C'est ainsi que nous avons pu observer une articulation progressive de l'agriculture québécoise au marché impérial durant la période 1760 à 1802. À partir de 1802, la tendance des exportations se maintient à la baisse jusqu'au jour où elles disparaissent complètement vers 1832 et, dès lors, le Bas-Canada importe du blé d'une façon massive. Notre analyse, contrairement à celle des professeurs Wallot et Paquet, porte sur le long terme. Pendant la première décennie du XIXe siècle, la chute des

exportations, *même si on ne compte pas les importations de blé*, est brutale: 4 056 635 minots de blé exportés au port de Québec de 1793 à 1802; seulement 2 804 485 minots de 1803 à 1812, soit un déclin de 30%. De plus, pendant ces dix années, la hausse des prix non seulement se continue mais devient plus vigoureuse, de sorte que l'hypothèse d'une faillite de la demande n'est pas celle qui vient spontanément à l'esprit. Dans notre analyse de cette question qui s'intitule: « Les premiers symptômes de crise dans l'agriculture » (p. 180-188), nous avons étudié les différents débouchés, les différentes sources de ravitaillement et nous avons conclu que l'explication du recul des exportations ne se situait pas d'abord au niveau de la demande mais au niveau de la production.

Les professeurs Wallot et Paquet ont donc refait pas à pas, armés d'un modèle d'offre et de demande, le chemin que nous avons parcouru mais cette fois, avec le désir de *tester* la validité de notre interprétation. Qu'ils utilisent les mots « international » et « atlantique » au lieu du mot « impérial » pour qualifier le marché extérieur, cela n'a pas tellement d'importance: la réalité explorée est la même. Ce qui les frappe, parce qu'ils travaillent uniquement sur le court terme, ce sont les difficultés des marchands locaux au niveau de la compétition sur les marchés extérieurs, ce qui les conduit à voir dans le caractère erratique de la demande la cause principale du désintéressement de l'habitant à l'égard du marché extérieur. En réalité, ces problèmes sur lesquels ils insistent tant ne sont pas particuliers à une décennie plutôt qu'à une autre: le climat ne change pas beaucoup, le Saint-Laurent continue à geler et la compétition américaine est un élément de la structure depuis au moins 1760 et le demeure longtemps après 1850. Ce que les professeurs Wallot et Paquet négligent ici de faire, c'est de distinguer deux types de compétition américaine. La compétition qui vient des producteurs américains qui exportent leurs produits par les ports américains et ceux qui, comme les producteurs du Haut-Canada, expédient leurs produits par le port de Québec. La question qui se pose ici est centrale dans cette discussion, parce que ces producteurs ont à payer des coûts de transport très élevés pour l'acheminement de leur production vers Montréal et Québec. Pourquoi le marché extérieur serait-il trop instable pour le paysan bas-canadien et ne le serait-il pas pour ces producteurs américains et haut-canadiens? Car, en ce domaine, l'agriculteur canadien-français a un avantage décidé. À la vérité, les professeurs Wallot et Paquet abordent le problème agricole comme si le Bas-Canada était la seule source significative d'offre. Ils vont même jusqu'à affirmer, ce qui est faux, que les importations de blé ne dépassent jamais 1% des exportations. Aiguillonnés par les remarques du professeur LeGoff, ils donnent les chiffres des importations de blé au port de Saint-Jean. En fait, le principal port d'importation de blé est celui de Côteau-du-Lac. Malheureusement, il nous a été impossible de retracer les données annuelles: avant 1817, nous n'avons que des chiffres pour certaines années. Le tableau suivant illustre bien ce phénomène par lequel le paysan bas-canadien perd progressivement contact avec le marché impérial et se voit délogé de son propre marché local.

TABLEAU 1

Importance croissante des importations officielles de blé, Bas-Canada, 1794-1837.

ANNÉES	IMPORTATIONS (%)	EXPORTATIONS: BAS-CANADA (%)	EXPORTATIONS TOTALES (minots)
1794-	3.9	96.1	482 500
1801-1802 . . .	7	93	1 814 530
1806-1807 . . .	24.8	75.2	485 645
1818-1822 . . .	71.7	28.3	2 352 580
1823-1832 . . .	81.4	18.6	6 493 300
1833-1837 . . .	(4 393 410)	0	1 786 425

SOURCES: Journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada.

Il est évident que les changements vraiment significatifs se produisent entre 1802 et 1817. Car ces chiffres ne font état que des importations officielles. Selon les dires des observateurs informés, les importations non-officielles sont considérables dès la première décennie du siècle mais elles prennent une ampleur accrue pendant la guerre de 1812, surtout lorsque les récoltes manquent. En 1812, les marchands exportent 2 000 minots de blé mais, au mois d'avril 1813, Mgr Plessis émettra un mandement dans lequel il parle des conséquences de la faillite de la moisson en 1812:

« Beaucoup de nos frères sont dans la détresse. Des paroisses presque entières souffrent de la faim depuis plusieurs mois, et aspirent à la belle saison pour aller chercher dans les eaux ou dans les bois une subsistance que la terre leur a refusée à la dernière moisson. Des fièvres malignes se sont dernièrement manifestées, et ont porté la désolation et la mortalité dans un grand nombre de familles. »²

En février 1816, à la suite de la mauvaise récolte de 1815, Mgr Plessis envoie un rapport au gouverneur sur la situation dans cent quatre paroisses de son diocèse:³

- 13 paroisses où la moisson a été assez abondante pour qu'il s'y trouve du grain à vendre;
- 40 paroisses où les habitants paraissent avoir assez de grain pour subsister et pour semer;
- 24 paroisses où l'on ne pourra subsister et semer que difficilement;
- 27 paroisses dénuées de toute ressource pour la subsistance et sans espoir de se procurer les moyens de semer au printemps.

Il est clair que, dans les circonstances, le mouvement des importations officielles et des exportations, surtout que les chiffres pour Côteau-du-Lac font défaut, ne traduit pas adéquatement le problème agricole: environ 15 000 minots exportés et 40 000 importés en 1815-1816. En 1823, P. Burnett, parlant des importations non-officielles depuis la fin de la guerre, les estime à 30 000 mi-

2. *Mandements des Evêques de Québec*, vol. III, p. 103.

3. *Ibid.*, pp. 127-132.

nots par an. Tout cela démontre l'importance croissante du ravitaillement en provenance du Haut-Canada et des États-Unis et l'incapacité croissante du producteur bas-canadien à tenir le coup sur le marché extérieur. Les pressions en faveur de la canalisation du Saint-Laurent apparaissent après 1805 et traduisent le pessimisme des marchands au sujet de l'avenir du blé dans le Bas-Canada. Si les prix dans la ville de Québec sont davantage sensibles à la demande extérieure, ceux de Montréal sont presque autant commandés, surtout après 1807, par l'état des récoltes dans le Haut-Canada et dans certains États américains que par la situation des moissons dans la région de Montréal.

Si l'habitant avait été aussi sensible au marché que le prétendent les professeurs Wallot et Paquet, il aurait tenté de résister à la montée victorieuse du blé de « l'ouest » handicapé par de hauts coûts de transport, en accroissant sa production à la mesure de la demande intérieure et extérieure. Mais les conditions dans lesquelles il travaille maintenant ne sont plus les mêmes qu'au XVIII^e siècle alors que la terre et les bonnes terres étaient abondantes et qu'il suffisait d'étendre les défrichements pour produire davantage. Cette dépossession progressive du marché extérieur au profit de concurrents moins avantageux est à la fois l'indice certain d'une défaillance des quantités et l'expression d'une détérioration progressive de la qualité. En 1823, un observateur écrira au moment où le marché extérieur se sera effondré et où le blé bas-canadien sera surclassé par ses concurrents :

« Les blés du district de Montréal ne peuvent produire une assez bonne farine (pas assez blanche) pour concurrencer la farine américaine sur le marché des Indes occidentales. »⁴

En fait, à partir de 1802, les coûts de production de l'habitant s'élèvent non seulement à cause de l'inflation mais à cause de l'épuisement des sols, de la subdivision d'un grand nombre de fermes, de la qualité inférieure des terres neuves et des techniques agricoles. La part de la semence dans la moisson, avec des rendements déclinants, augmente et accroît les coûts. Il est certain qu'à partir de 1802 une pression s'installe sur le système de production. Le tableau 2, qui confronte les prix urbains aux prix ruraux de paroisses qui se situent au coeur de la région productrice du blé par excellence, montre que les prix ruraux montent plus vite que ceux des villes, de sorte que l'écart qui pouvait exister en 1802 tend à se refermer par la suite.

4. Voir notre *Histoire économique*, p. 251.

TABLEAU 2

Indice du prix du blé: villes et localités rurales, 1802-1811.

ANNÉE	VILLES		Vaudreuil	PAROISSES MONTRÉALAISES			
	Québec	Montréal		St-Marc	Laprairie	Blairfindie	St-Denis
1802	100	100	100	100	100	100	100
1803	131	100	125	87	126	139	150
1804	129	100	100	100	120	109	125
1805	159	150	176	202	230	225	200
1806	166	133	164	175	217	215	200
1807	161	141	164	220	189	200	200
1808	152	150	176	200	220	140	200
1809	191	158	210	248	246	253	250
1810	215	175	198	200	230	250	250
1811	239	175	244	300	257	?	275

SOURCES: Fernand OUELLET, *Histoire économique, op. cit.*, pour les prix urbains; livres de compte des paroisses, pour les prix ruraux.

Cette statistique commence en 1802, année de récolte extraordinaire et d'exportations non moins extraordinaires, et se termine en 1811 à la veille de la guerre. En 1802, les prix sont au plus bas dans les campagnes montréalaises. Puis survient la mauvaise récolte de 1804-05 qui déclenche la hausse et, dès lors, la pression sur la production se maintient. Les prix de Montréal montent plus modérément à cause de l'abondance relative du ravitaillement en provenance de « l'ouest ». Comme les professeurs Wallot et Paquet admettent jusqu'à un certain point l'impact de « l'ouest » sur les prix de Montréal, il est difficile d'imaginer qu'ils puissent contester l'interprétation que nous donnons de la montée des prix ruraux, indices de tensions importantes dans le système de production. Il est clair que leur modèle pour l'étude de l'offre et de la demande est infléchi en faveur de la demande et les empêche d'approcher d'une façon suffisante la crise de la production et des rendements. Ainsi, le test de plausibilité appliqué par les professeurs Wallot et Paquet, au lieu d'être négatif comme ils le disent, est positif.

B) L'habitant « sensible au marché » dépossédé sur le marché urbain

Si les exportations déclinent radicalement et si les prix continuent à monter, il est difficile de parler d'une augmentation de la production et de l'existence de surplus de production. C'est pourquoi les professeurs Wallot et Paquet annoncent une révolution du marché local. En d'autres termes, l'habitant se serait désintéressé du marché extérieur parce qu'il dispose maintenant d'un marché local d'envergure aisément accessible. Comme nous l'avons montré dans notre *Histoire économique et sociale* (p. 181, 193), cette affirmation est vraie jusqu'à un certain point. Le commerce du bois, dont l'essor se déclenche

à partir de 1806, est dans une perspective à long terme un agent de transformation économique et sociale. Comme la commercialisation du blé au XVIII^e siècle, la croissance de l'exploitation forestière est un facteur de diversification des occupations dans les campagnes et un stimulant de la croissance urbaine. Ceci dit, il importe, si on veut éviter d'exagérer l'impact de ce changement, de tenir compte d'un certain nombre de réalités. Le commerce du bois ne bénéficie pas également et de la même façon à toutes les couches sociales, à tous les groupes ethniques, et le nombre de personnes qui en tirent un profit est encore quand même limité dans l'ensemble de la population, bien qu'il s'accroisse en longue période: il y a ceux qui y trouvent un emploi permanent pour eux-mêmes et leur capital et ceux qui y puisent un revenu d'appoint. En second lieu, le commerce du bois est une activité régionalisée dont les retombées, très fortes dans la ville de Québec, dans l'Outaouais, dans les paroisses du district de Québec et les *townships*, sont par contre faibles dans la ville de Montréal et sa zone rurale et seigneuriale. Troisième point très important: pendant la période 1806 à 1812, l'essor de ce trafic est possible parce que les trafiquants de bois peuvent au début compter sur un apport considérable de bois américain. Il est certain que, si un marché local vraiment significatif se crée dans les campagnes entre 1806 et 1812, ce n'est pas d'abord à cause de l'exploitation forestière mais surtout en raison de l'accroissement du nombre des producteurs agricoles déficitaires et des gens sans terres. Nous touchons là une des premières exagérations des professeurs Wallot et Paquet qui attribuent à ce marché local des proportions étonnantes. Il est cependant incontestable que le marché de la ville de Québec prend de l'ampleur mais n'acquiert pas, tout comme celui de Montréal, des dimensions suffisantes pour compenser les pertes énormes subies du côté des exportations. Le consommateur urbain moyen n'accorde pas la même importance au pain dans l'alimentation que le paysan. D'autre part, sa diète est beaucoup plus diversifiée de sorte que c'est tout le problème du ravitaillement des marchés urbains en produits agricoles qu'il faut poser.

L'évolution de la population de la ville de Québec est difficile à cerner parce qu'il s'agit, ce qui est très fréquent en milieu urbain, d'une population instable. À partir des recensements du curé Plessis de 1795 et de 1805 et des statistiques sur les naissances, mariages et décès, il est possible d'apporter un peu plus de lumière que ne l'ont fait les professeurs Wallot et Paquet sur le comportement démographique. Le recensement du curé Plessis indique pour 1795 la présence de 6 365 catholiques, francophones et anglophones, et de 1 359 protestants. En ajoutant le surplus annuel des naissances sur les sépultures, on peut voir l'évolution de la population par la croissance naturelle.

TABLEAU 3

Accroissement naturel de la population, Québec, 1795-1805.

ANNÉE	Population catholique	Population protestante	TOTAL
1795	6 365	1 359	7 724
1796	6 524	1 359	7 867
1797	6 605	1 422	7 991
1798	6 721	1 470	8 143
1799	6 893	1 532	8 361
1800	7 039	1 542	8 490
1801	7 236	1 560	8 676
1802	7 327	1 607	8 801
1803	7 479	1 623	8 934
1804	7 559	1 641	9 001
1805	7 683	1 670	9 125

SOURCES: a) AJALBC, 1823. Les chiffres sur les naissances, les mariages, les décès existent pour les districts de Québec et des Trois-Rivières. Ils sont indiqués pour la ville de Québec et pour chaque paroisse.

b) Recensements de 1790 et de 1822.

Pendant ces dix ans, la croissance est apparemment lente (20.7% chez les catholiques et 22.8% chez les protestants) à cause du pourcentage élevé des décès. La confrontation de ces résultats avec le recensement de Plessis de 1805 qui note l'existence de 7 858 catholiques et de 1 530 protestants pour une population totale de 9 388, permet de déceler une immigration catholique et une émigration protestante: 175 dans le premier cas et 140 dans l'autre pour une immigration nette de 263. Cette impression est confirmée par l'existence d'une poussée des mariages entre 1801 et 1803. Mais nous pensons également que le recensement de Plessis sous-évalue, si ce n'est la population protestante, du moins un assez grand nombre d'éléments flottants célibataires, travailleurs à la semaine, au mois ou temporaires.

Appliquant le même procédé à l'aide du recensement de 1805 afin de saisir l'évolution jusqu'en 1819, le caractère instable de cette population devient davantage évident. Dès lors les taux de natalité, de nuptialité et de mortalité atteignent des proportions fantastiques.

TABLEAU 4

Accroissement naturel de la population, Québec, 1805-1819.

ANNÉE	Population catholique	Population protestante	TOTAL
1805.....	7 858	1 530	9 388
1806.....	8 066	1 564	9 630
1807.....	8 254	1 589	9 843
1808.....	8 467	1 595	10 062
1809.....	8 765	1 593	10 358
1810.....	8 944	1 581	10 525
1811.....	9 029	1 492	10 521
1812.....	9 269	1 482	10 751
1813.....	9 423	1 383	10 806
1814.....	9 612	1 369	10 981
1815.....	9 753	1 276	11 029
1816.....	9 754	1 344	11 098
1817.....	10 021	1 412	11 433
1818.....	10 240	1 414	11 654
1819.....	10 515	1 422	11 937

SOURCES: Voir tableau 3.

En somme, si on se fie à ces données, rien de spectaculaire dans la croissance démographique: 33.8% en quinze ans. En réalité, trois phénomènes, facteurs d'instabilité, masquent la croissance réelle: l'essor du commerce du bois après 1806, la guerre de 1812 et la dépression de l'après-guerre. L'expansion du commerce du bois donne lieu à une immigration qui se traduit par une poussée des mariages entre 1808 et 1812 et par un accroissement considérable des naissances, ce qui fait baisser temporairement le pourcentage des décès par rapport aux naissances: 72.2% de 1795 à 1804, 68.4% de 1805 à 1814 et 75.8% de 1815 à 1821. De 1812 à 1814, le nombre des mariages diminue et reprend son ascension à la fin de la guerre. Tout cela signifie au fond que ces chiffres, comme le recensement de Plessis de 1805, sous-estiment la population réelle qui, en 1819, devait approcher les 15 000 habitants. À notre avis, la population réelle en 1805 peut être évaluée à 10 000 individus. Ainsi, de 1795 à 1805, l'augmentation de la population serait de 29% contre 50% de 1805 à 1819. Un tel accroissement en quinze ans est un fait nouveau dans l'histoire des villes québécoises: une très petite révolution. Ici, une question se pose en fonction même du concept de *modernisation* introduit par les professeurs Wallot et Paquet dans la discussion. Quels ont été les principaux artisans et bénéficiaires de ces changements apportés par le commerce du bois?

Disons d'abord que les chiffres relatifs à la population protestante sont plus que douteux alors que ceux relatifs à la population catholique ne sauraient être appliqués aux seuls Canadiens français. Il est possible que les immigrants qui viennent dans la ville de Québec entre 1805 et 1812 aient été en grande ma-

jorité canadiens-français; mais, à plus long terme, ce n'est pas de cette façon que les équilibres se fixent. Le tableau suivant le prouve.

TABLEAU 5

Structure des occupations, Québec, 1805 et 1831.

OCCUPATIONS	1805				1831			
	Francophones		Anglophones		Francophones		Anglophones	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Affaires	174	47	196	53	393	43	568	57
Professionnels	24	68	10	32	52	46	60	54
Artisans	513	77	149	23	1 102	61	686	39
Journaliers	315	89	37	11	608	57	446	43
Divers	112	58	79	42	162	46	189	54
TOTAL	1 138	70	472	30	2 365	1 901	45	

SOURCES: Recensement du curé Plessis, 1805 et recensement nominatif de 1831.

Incontestablement, il y a une certaine modernisation de l'économie et de la société. Mais on sait qui en sont les principaux artisans et bénéficiaires. Le commerce du bois et la construction navale, comme la plupart des entreprises importantes, sont contrôlées par les anglophones. Le concept de modernisation de l'économie et de la société ne doit pas, ainsi que le font les professeurs Wallot et Paquet, être utilisé de façon à laisser entendre que tous les groupes sociaux ou ethniques auraient réagi de la même manière positive devant le changement. Un habitant sensible au marché ne se serait pas *désintéressé* du marché international et ne se serait pas contenté de vendre sur le marché urbain qui, en dépit de la croissance démographique, reste modeste: pas plus de 70 000 minots de blé par an. Il aurait aussi senti ou compris que l'expansion de l'exploitation forestière et de la population urbaine créait un marché urbain diversifié et une demande non seulement pour le blé mais pour les produits laitiers et les viandes de boucherie.

Mais l'habitant produit du blé et élève peu d'animaux. Les professeurs Wallot et Paquet le disent eux-mêmes: la route Craig est construite pour assurer un meilleur ravitaillement de la ville de Québec en viandes de boucherie. Ce sont les habitants des *townships* qui allaient le mieux réagir à cette demande. Les chiffres des importations officielles de produits laitiers et de viandes de boucherie en provenance des États-Unis sont très éloquentes à propos de l'attitude de l'habitant par rapport au marché. Nous ne donnons ici que quelques séries qui prouvent que les marchés urbains étaient en grande partie ravitaillés par les agriculteurs américains et haut-canadiens.

TABLEAU 6

Importations officielles de produits de l'élevage, Bas-Canada, 1808-1842.

ANNÉES	Beurre et fromage (lbs)	Porc et boeuf (quarts)	Suif et saindoux (lbs)
1808-1812	287 838	16 750	42 925
1813-1817	169 140	4 633	15 497
1818-1822	432 965	20 554	63 385
1823-1827	532 949	31 816	268 432
1828-1832	506 680	42 681	435 506
1833-1837	408 642	34 223	269 558
1838-1842	451 636	31 948	225 884

SOURCES: La plupart des données proviennent des Journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada et des Appendices aux journaux.

L'habitant, en plus d'avoir un petit nombre d'animaux sur sa ferme, a des produits de qualité inférieure et peu compétitifs sur les marchés urbains. Nous retrouvons ici le problème des techniques agricoles dont nous avons parlé à propos du blé. Encore en 1821, un observateur écrit:

« La viande de boucherie est la seule production dont le prix se soutienne, et cela seulement par la rareté des animaux propres à la boucherie, qui est la suite inévitable du manque de bonne nourriture, et pour laquelle il n'y a pas d'autre remède que d'améliorer notre agriculture. »⁵

La même année, un autre observateur revient sur le même thème, soulavant encore la question des techniques agricoles:

« Le prix auquel se vendent le foin et toute espèce de fourrage en cette province est ordinairement plus haut qu'il ne devrait être en comparaison de nos autres denrées [...] la cherté de la nourriture pour les animaux est ordinairement due en plus grande partie à l'imperfection de notre agriculture. »⁶

Tout cela est confirmé par le mouvement des prix entre 1805 et 1834.

5. Voir notre *Histoire économique*, p. 262.

6. *Idem.*, 250.

TABLEAU 7

Prix agricoles, Bas-Canada, 1805-1834.

DENRÉE	ANNÉES		
	1805-1814	1815-1824	1825-1834
Blé (le minot, Québec)	11.7	8.6	7.0
Blé (le minot, Montréal)	11.2	8.0	6.3
Farine (le quart, Québec)	25.7	18.2	14.9
Oeufs (la douz., Québec)	1.12	1.17	...
Oeufs (la douz., Montréal)	0.95	1.04	0.81
Avoine (le minot, Québec)	3.89	3.95	2.74
Boeuf (la lb, Québec)	0.46	0.48	0.38
Boeuf (la lb, Montréal)	0.44	...	0.44
Foin (le 100 bottes, Québec)	69.6	74.8	...
Beurre (la lb, Québec)	1.47	2.07	1.19
Beurre (la lb, Montréal)	1.19	1.47	1.12

SOURCE: Fernand OUELLET, *Histoire économique, op. cit.*, pp. 171 et 249 sq.

Lorsqu'après 1815-1817 la tendance générale des prix sur le plan international se renverse et s'oriente vers la baisse, les prix bas-canadiens résistent mais ceux qui résistent davantage sont ceux des produits qui sont surtout en demande sur les marchés locaux. Nous avons déjà montré l'existence d'une très forte pression sur le système de production par rapport au blé et, cela dès la première décennie du XIXe siècle. Ces chiffres nous montrent sans l'ombre d'un doute des pressions similaires pour les autres denrées agricoles. Tout cela traduit à la fois le phénomène d'une crise structurelle, d'une crise des techniques et l'insensibilité de l'habitant au marché. Le test de plausibilité appliqué par les professeurs Paquet et Wallot aurait dû être positif.

C) Les pressions démographiques

Les professeurs Wallot et Paquet soutiennent que les pressions démographiques sont inexistantes, qu'il n'y a pas de rareté des terres, que les seigneurs n'entravent pas l'accès à la propriété foncière, qu'il n'y a pas de morcellement de la terre et qu'en un mot la croissance démographique s'opère encore après le début du XIXe siècle dans un contexte libre. Sur ces questions, nous avons droit à un bon nombre d'affirmations qu'aucune preuve systématique ne vient étayer. Nous n'avons même pas droit à un simple modèle d'offre et de demande. Pourtant les politiciens canadiens-français, ces agents de modernisation disent les professeurs Wallot et Paquet, se révèlent extrêmement sensibles à la question des terres, qu'il s'agisse de rareté des bonnes terres et de subdivision des patrimoines, du problème des rapports entre la production agricole et la croissance démographique. Leur hostilité à l'égard des immigrants américains

s'adresse à des rivaux dans la possession du terroir, du patrimoine national. Ces politiciens posent ces problèmes devant leurs électeurs qui réagissent vivement. Se seraient-ils trompés à ce point? Toujours est-il que Pierre Bédard, parlant des Américains qui viennent prendre des terres dans les *townships*, déclare: « Le parti anglais est opposé au parti canadien justement sur le point (immigration des colons) qui touche à sa vie et à son existence comme peuple. » Si la question des terres acquiert une telle signification, c'est que les rapports entre la croissance démographique et la quantité de terres disponibles sont en voie de se transformer et donnent naissance au phénomène de la surpopulation. Nous en produisons la preuve. (Tableau 8.)

TABLEAU 8

Évolution de la population dans cinquante-trois paroisses du Bas-Canada, 1790-1822.

PAROISSE	RECENSEMENT		CROISSANCE NATURELLE	MIGRATIONS	
	1790	1822		Émigration	Immigration
Kamouraska(et)	1 706	1 492	4 510 (8)	1 234	—
St-André	—	1 784			
Ste-Anne-de-la-Pocatière	1 316	2 200	2 626 (5)	426	—
Rivière-Ouelle	1 859	3 223	4 163 (4)	940	—
St-Gervais	1 180	5 269	4 594 (4)	—	675
St-Michel	1 337	1 889	2 266 (4)	377	—
Beaumont	561	1 003	726 (4)	—	277
St-Charles	1 406	2 350	2 756 (4)	406	—
St-Jean-Port-Joli	1 103	2 520	2 407 (4)	—	113
St-Roch des Aulnets	1 458	2 470	3 278 (4)	808	—
Cap St-Ignace	991	1 565	2 032 (4)	467	—
Lislet	1 297	2 082	2 418 (4)	336	—
St-Frs du Sud	1 030	798	1 899 (4)	1 101	—
St-Pierre du Sud	871	738	1 448 (5)	710	—
St-Vallier	1 160	1 940	2 362 (5)	422	—
St-François, I.O.	242	534	368 (7)	—	126
St-Jean, I.O.	652	1 300	1 166 (4)	—	144
St-Pierre, I.O.	643	780	916 (4)	136	—
Ste-Famille, I.O.	884	752	1 301 (4)	549	—
St-Laurent, I.O.	499	677	870 (4)	193	—
Deschambault	453	1 319	1 162 (4)	—	157
Cap-Santé	1 218	2 032	2 411 (4)	379	—
St-Augustin	998	2 048	2 886 (5)	838	—
Les Écureuils	311	462	510 (4)	48	—
Beauport	870	1 550	1 437 (4)	—	115
Ange-Gardien	478	655	683 (4)	28	—
Pte-aux-Trembles	847	1 004	1 251 (7)	247	—
Charlesbourg	1 854	1 417	2 473 (7)	1 056	—
St-Nicolas	696	1 917	1 771 (7)	—	146
Pointe-Lévy	1 407	3 566	2 817 (4)	—	749
St-Croix	591	1 230	1 180 (4)	—	50

St-Antoine	774	<i>1962</i>	2 024 (7)	62	—
Lotbinière	713	1 936	1 671 (4)	—	265
St-Thomas de Montmagny ...	1 598	<i>2 933</i>	3 067 (7)	134	—
Château-Richer	640	1 013	1 061 (4)	48	—
Baie St-Paul	1 291	<i>2 464</i>	2 934 (7)	470	—
St-Joseph de Beauce	813	<i>1 725</i>	1 847 (7)	72	—
St-Frs de Beauce	518	<i>2 041</i>	1 426 (7)	—	615
Ste-Marie de Beauce	1 128	3 763	3 203 (4)	564	—
St-Henri	1 177	3 520	3 042 (4)	—	478
Gentilly	378	1 375	1 293	—	82
St-Pierre les Becquets	371	<i>1 553</i>	1 283 (3)	—	270
Nicolet	884	2 700	3 116	416	—
Bécancourt	1 027	2 152	2 417	265	—
St-François-du-Lac	840	2 052	1 892	—	160
Baie-du-Fèvre	1 411	2 680	3 262	582	—
Yamachiche	1 669	3 000	3 403	403	—
Rivière-du-Loup	1 829	3 526	4 398	872	—
Maskinongé	1 155	3 626	2 943	—	683
Yamaska	1 324	3 150	3 832	682	—
Ste-Anne de la Pérade	991	1 880	2 125	245	—
Ste-Genève	713	<i>1 260</i>	1 648 (3)	388	—
Cap-de-la-Madeleine	324	469	435	—	34
Pointe-du-Lac	456	934	890	—	44
TOTAL	52 942	104 206	113 899	15 340	5 747

SOURCES: Recensements de 1790 et 1822.

AJALBC, 1823. Les chiffres italiques proviennent du recensement de 1825 parce qu'ils font défaut dans celui de 1822; les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre d'années pour lesquelles nous n'avons pas le nombre des naissances et des sépultures.

Le tableau 8 a été construit en ajoutant année par année à la population de 1790 le surplus des naissances sur les décès jusqu'au recensement de 1822. En soustrayant le résultat obtenu, il est possible de déterminer d'une façon approximative l'émigration ou l'immigration. Dans ce groupe de cinquante-trois paroisses, la croissance naturelle aurait été de 115% en trente-deux ou trente-cinq ans, l'émigration de 15 340 et l'immigration de 5 747. Il y aurait eu émigration dans 62% de ces paroisses. En réalité, tous ces chiffres sont des minimums puisque les données sur les naissances et les décès font parfois défaut pendant plusieurs années. Nous avons tenté sans trop de risques d'erreur une évaluation qui porte à 128% l'augmentation par la croissance naturelle, à 20 000 le nombre des émigrants et à 8 343 le nombre des immigrants. Un tableau semblable pourrait être construit pour les paroisses pas trop éloignées de la ville de Montréal, qui montrerait un phénomène similaire.

En fait les pressions démographiques existent dès la dernière décennie du XVIIIe siècle dans un nombre limité de paroisses. Mais, à partir du début du XIXe siècle, le nombre des communautés rurales aux prises avec le surpeuplement s'accroît très rapidement et le phénomène tend à se généraliser par la

suite. La rareté réelle de terres, de bonnes terres, et la rareté artificielle, créée souvent par le refus des seigneurs de concéder, déclenchent un mécanisme qui ne résulte pas seulement dans le départ des jeunes mais provoque l'accumulation progressive d'un prolétariat rural et le morcellement de la terre. Cette situation a des conséquences sur le niveau de la production agricole, de l'épuisement des sols, de la productivité et du revenu paysan. Ces *communautés rurales* dans lesquelles une forte cohésion existe, dominées par les groupes familiaux, sont fortement secouées par cette instabilité. Il est étonnant que les professeurs Wallot et Paquet n'aient pas observé ces phénomènes qu'avait pressentis Pierre Bédard, le chef du Parti canadien et un des principaux définisseurs de situation pendant la première décennie du XIXe siècle.

D) Les indicateurs du volume de la production

Comme toute cette discussion concerne l'apparition d'une crise structurelle dans le secteur agricole, il est essentiel que la recherche se concentre sur les indicateurs les plus clairs du niveau et des tendances de la production agricole. Dans cette perspective, il vaut mieux concentrer l'attention sur les volumes que sur les mouvements en valeurs, déformés par l'inflation. Les professeurs Wallot et Paquet ramènent continuellement la discussion en fonction de séries statistiques présentées en valeurs. Le plus bel exemple est celui de leur douze séries de revenus pour des paroisses et des seigneuries. Au point de départ, ils assument que l'enrichissement des curés, des paroisses et des seigneurs reflète l'enrichissement paysan. C'est vraiment un postulat inacceptable. À propos de ces chiffres, le professeur Le Goff a exprimé un certain nombre d'inquiétudes que nous croyons légitimes et fondées: on ignore, dit-il, comment ces revenus ont été constitués, quelle était la population à chaque moment et quelle était l'inflation. Les professeurs Wallot et Paquet répondent qu'ils sont au courant. Nous croyons que non. Ainsi le *casuel*, portion du revenu des paroisses, est d'abord fonction de la croissance de la population: naissances, mariages, sépultures, au point qu'une épidémie qui fait monter la mortalité augmente le revenu de la paroisse. La vente des bancs met en cause le désir des fidèles de se situer socialement alors que les quêtes des dimanches et fêtes ainsi que la quête de l'Enfant-Jésus réfèrent à la générosité des fidèles. Leur caractère spontané rend ces séries, en général, moins suspectes. Quand les habitants de Varennes, par exemple, donnent en 1790 cent minots de blé à la quête de l'Enfant-Jésus, le revenu de la paroisse augmente de 300 livres; lorsqu'ils donnent en 1813 la même quantité de blé, le revenu de la paroisse s'accroît de 1 320 livres. Il est certain que l'interrogation du professeur Le Goff n'a pas suscité une réponse satisfaisante. Dans les circonstances, il est impossible de parler revenus sans parler inflation. Selon la Table I des professeurs Wallot et Paquet, l'indice des prix agricoles passe de 100, en 1792, à 297.0 (Montréal) et 224.7 (Québec), en 1811. Les professeurs Wallot et Paquet disent aussi qu'ils ont choisi des paroisses-

ses et des seigneuries où la croissance démographique est modérée. Encore là il s'agit d'une affirmation non prouvée et non prouvable en plusieurs cas. Par exemple, la croissance démographique dans Lotbinière est de 92% de 1790 à 1812; de 90% à Pointe-Lévy; alors que dans les seigneuries du Séminaire de Québec, plusieurs paroisses ont une croissance démographique vigoureuse. En fait, lorsqu'on élimine l'inflation, on s'aperçoit qu'il ne faut plus parler de croissance mais envisager une stagnation ou un recul. Les chiffres que nous produisons dans notre article « L'agriculture bas-canadienne vue à travers les dîmes et la rente en nature », concernent les quantités de blé payées en dîmes, en rente par les paysans et par les fermiers dans les mêmes paroisses et seigneuries: dans presque tous les cas, il y a un déclin pendant la première décennie du XIXe siècle. Pourtant, nous ne tenions même pas compte du facteur démographique. Il est évident qu'il faut travailler sur des indicateurs de la production qui ne sont pas déformés par l'inflation ou la déflation.

En l'absence de recensements, les dîmes, qui constituent la vingt-sixième portion de la moisson, sont le meilleur indicateur. Il faut par conséquent éviter les attitudes négatives et traiter ces informations comme ceux d'un recensement d'un type particulier. Il y a des producteurs qui paient mal, d'autres qui sont trop pauvres et à qui le curé remet la dîme; mais tout cela pose des problèmes de critique qui ne sont pas insolubles. Il est même possible d'en arriver à l'estimation d'un pourcentage de sous-évaluation. Pour notre part, nous avons relevé près de 1000 données sur la dîme dans différentes paroisses pour la période 1784 à 1840. Il est curieux de noter que plus nous avons de données pour une même paroisse pendant la première décennie du siècle, davantage la thèse d'un déclin en termes relatifs ou absolus de la production du blé s'en trouve confirmée. La paroisse de Contrecoeur et celle de Montréal sont de bon exemples. Pour la paroisse de l'Islet, une paroisse à blé où celui-ci résiste pendant longtemps, nous avons les informations annuelles sur la dîme et sur la population. Le résultat confirme nos conclusions et celles de Le Goff.

TABLEAU 9

Blé versé en dîme, paroisse de l'Islet, 1793-1822.
(Moyenne annuelle)

ANNÉES	MINOTS	MINOTS PAR HABITANT
1793-1797	572.2	.399
1798-1802	719.0	.454
1803-1807	688.6	.391
1808-1812	696.0	.350
1813-1817	630.8	.288
1818-1822	658.2	.270

La rente payée en blé aux seigneurs est aussi un indicateur de la production vis-à-vis duquel il faut marquer plus de prudence. Dans les seigneuries que

nous avons prospectées, il y a fléchissement durant la première décennie du XIXe siècle. La seigneurie de Laprairie est un bon exemple :

1799-1802 : 1 027 minots annuellement

1803-1808: 681

1810-1819: 690

1820-1829: 492

La quête de l'Enfant-Jésus ou des « biens de la terre » est également intéressante même si on peut croire que les paysans peuvent parfois donner davantage (s'ils le peuvent) lorsqu'ils éprouvent des malheurs collectifs. Nous donnons ici les chiffres pour la paroisse de Vaudreuil.

TABLEAU 10

Quête de l'Enfant-Jésus, paroisse de Vaudreuil, 1773-1839.
(Moyenne annuelle)

ANNÉES	BLÉ		LARD		VALEUR (livres)
	Minots	Prix (livres)	Lbs	Prix (sols)	
1773-1782	60	5.6	192	12.8	506
1783-1792	59	5.0	174	8.9	382
1793-1802	79	6.1	265	8.8	571
1803-1812	62	8.8	158	16.2	762
1813-1822	34	8.4	118	17.5	455
1823-1832	36	5.8	174	10.2	356
1833-1839	31	7.6	119	12.0	374

SOURCES: Livres de compte des paroisses. Nous avons actuellement des données pour quatre-vingts paroisses.

Les mouvements dans les paroisses Saint-Denis, Varennes, Saint-Marc et Saint-Philippe sont les mêmes. Ce tableau est révélateur des différents problèmes que nous avons posés depuis le début de ce texte. Quand les professeurs Wallot et Paquet parlent valeur au lieu de parler quantités, ils obscurcissent la discussion.

D) Le niveau de vie

De l'analyse des professeurs Wallot et Paquet émerge l'image d'une population heureuse et prospère comme c'est presque pas possible en période d'inflation. Les salaires des ouvriers (sans syndicalisme) montent en flèche, les fonctionnaires éprouvent quelques difficultés pendant quelques années mais se reprennent par la suite, les professionnels font beaucoup mieux qu'eux alors que le niveau de vie de l'habitant s'améliore mais d'une façon plus modeste. C'est une *inflation* qui ne fait pas de malheureux, qui se comporte comme une vague de prospérité emportant tout sur son passage. Dans cette situation historique unique, le rôle des individus, chacun à leur place, est de travailler à

la modernisation de la société ou d'en être l'objet. Un seul problème préoccupe les Canadiens français: la distribution du patronage favorise par trop les anglophones, ce qui déclenche une lutte pour le pouvoir. À l'appui de leurs conclusions sur le niveau de vie et son accroissement, les professeurs Wallot et Paquet ont construit un indice. En fait, cet indice nous paraît une élaboration tout-à-fait artificielle qui ne repose sur aucune étude sérieuse de la nature de la consommation dans les différents groupes sociaux. Peut-être cet indice est-il significatif de la situation de certains individus vivant dans les villes; mais, à notre avis, sa portée est limitée.

Ainsi la mise au point des professeurs Wallot et Paquet à propos de l'article du professeur Le Goff n'a fait, en les amenant à clarifier leurs positions, qu'accentuer la vulnérabilité de leurs modèles et de leurs analyses. Le débat ne mérite plus d'être poursuivi; c'est la recherche qui exige de l'être.

Fernand OUELLET

*Département d'histoire,
Université d'Ottawa.*